SPARTACIST

Supplément
30 juin 2026

Cuba : Comment empêcher la catastrophe

Forgeons une opposition de gauche !

Défendons la révolution !

Cuba est totalement assiégée par l'impérialisme américain. Il n'y a ni carburant, ni médicaments, et presque toute la nourriture est hors de prix. Les coupures d'électricité durent désormais 30 heures ou plus. La situation est plus que désespérée, et tout le monde dans l'île sait qu'elle ne peut pas durer. Mais le dernier coup porté à la révolution vient de la direction du Parti communiste cubain (PCC). S'inclinant devant les menaces de Trump et de Rubio, elle abandonne les acquis de la révolution et trahit l'État ouvrier.

Les réformes approuvées par le PCC démantèleraient ce qui reste de l'économie planifiée et du monopole d'État sur le commerce extérieur. Elles autoriseraient la propriété privée de façon quasi illimitée et la pénétration économique impérialiste, et elles mettraient fin aux programmes subvenant aux besoins fondamentaux de la population. Rubio estime que cela n'est toujours pas suffisant, et les États-Unis intensifient encore davantage leurs attaques. Comment pouvons-nous stopper la catastrophe ?

Le blabla de Díaz-Canel et d'autres dirigeants du parti sur la « défense du socialisme » est creux et insultant. Ils trahissent les fondements de la révolution. De vastes pans de la population sont furieux et désespérés mais ils ne savent pas vers qui se tourner. Il faut forger de toute urgence une opposition de gauche pour lutter contre la ligne désastreuse du parti. Elle doit unir les membres dissidents du PCC et de l'Union de la jeunesse communiste (UJC) aux socialistes indépendants et autres derrière un programme clair. Les mots d'ordre doivent être ***l'internationalisme révolutionnaire, l'égalitarisme radical*** et la mobilisation de masse fondée sur la plus complète ***démocratie ouvrière***. C'est la seule façon de défendre la révolution.

Le modèle « Chine-Vietnam » ?

Les dirigeants du PCC et leurs apologistes affirment que Cuba met en œuvre le modèle utilisé en Chine et au Vietnam, qui a vu l'introduction de réformes de marché et d'investissements étrangers à grande échelle sous le contrôle en dernier ressort de l'État. Mais ce n'est pas ce qui se passe à Cuba. Les mesures introduites par Díaz-Canel élimineraient pratiquement tout contrôle de l'État, contrairement aux précédentes coentreprises avec des sociétés des secteurs du tourisme et du nickel. En réalité, ces réformes s'inscrivent directement dans le cadre des diktats des impérialistes américains.

Cuba est loin d'avoir la population ou les ressources naturelles de la Chine ou même du Vietnam, et elle n'est pas située à des milliers de kilomètres du colosse américain, elle est juste à côté. Washington n'a jamais permis et ne permettra jamais à Cuba de suivre la « voie chinoise ». Son programme a toujours été le suivant : dehors les communistes, place aux capitalistes. Cette politique s'est considérablement intensifiée sous Trump, les États-Unis abandonnant toute phraséologie sur la mondialisation, le libre-échange et l'ouverture des marchés, et se livrant à une violence brutale à travers le monde dans le but de restaurer leur hégémonie mondiale en déclin.

Les « investisseurs » qui s'apprêtent à fondre sur

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)
Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA • www.iclfi.org • 𝕏@SpartacistICL • spartacist@spartacist.org

Cuba sont les impérialistes américains et les *gusanos* de Miami qui avaient été chassés en 1959. Ils s'empareront de l'industrie et des ressources pour se remplir les poches. Et le PCC est prêt à les recevoir. Raulito Castro – le petit-fils de Raúl, qui joue un rôle de plus en plus important au sein du parti – a déjà déclaré que des accords d'indemnisation pouvaient être conclus avec les capitalistes cubains exilés dont les biens avaient été expropriés dans les premières années de la révolution. Il s'agit là d'une trahison totale des acquis des travailleurs cubains.

Certains, à gauche, prétendent que les mesures du PCC constituent un moyen de développer l'économie cubaine selon des principes socialistes. Soyons clairs : loin d'être anodines, les réformes de marché menées en Chine et au Vietnam ont également entraîné une forte augmentation des inégalités. La Chine a désormais une classe capitaliste nombreuse et puissante qui, même si elle n'exerce pas aujourd'hui le pouvoir d'État, représente une menace majeure pour l'État ouvrier. Des centaines de millions de travailleurs, là-bas comme au Vietnam, subissent une affreuse exploitation dans des usines appartenant à des capitalistes étrangers ou locaux. Au Vietnam, l'élite au pouvoir est allée jusqu'à s'allier aux États-Unis contre la Chine, acceptant même de rejoindre le « Conseil de la paix » de Trump.

Le véritable parallèle avec ce qui se passe aujourd'hui à Cuba, c'est l'Union soviétique de la fin des années 1980 et du début des années 1990. Des concessions massives faites à l'impérialisme au nom de la *perestroïka* (restructuration) ont ouvert la voie à la destruction du premier État ouvrier au monde. La bureaucratie soviétique s'est fracturée, et une aile dirigée par Boris Eltsine s'est alliée à l'impérialisme américain pour mener la contre-révolution. Des décennies de mensonges, de corruption et de mauvaise gestion de la part des dirigeants soviétiques avaient poussé d'immenses couches de la population vers la droite, ce qui a grandement favorisé la vague contre-révolutionnaire. Telle est la menace qui pèse aujourd'hui sur Cuba.

De plus, alors que l'Union soviétique était un vaste pays doté de ressources importantes et d'un développement industriel considérable, Cuba est une petite île dont l'économie est déjà en grande partie détruite. Les événements contre-révolutionnaires en URSS ont pris plusieurs années, mais les choses iront presque certainement plus vite à Cuba, d'autant plus qu'une grande partie de la population est déjà désespérée et démoralisée. Tout cela souligne l'urgence de la situation actuelle.

Les leçons de la Révolution russe

Les partisans des dirigeants du PCC argumentent en général que la situation est si grave qu'ils n'ont pas d'autre choix. C'est faux et tout à fait défaitiste. Il est vrai que la situation est terrible. Cuba n'a guère de poids social ou économique dans le monde, et toute la puissance de l'impérialisme américain s'abat sur elle. Alors, que faire ? La réponse repose principalement sur la question suivante : vers quelle force se tourner pour sauvegarder la révolution ? Cette force, ce sont les travailleurs cubains et leurs alliés de classe potentiels à travers le monde.

Le problème, c'est qu'une grande partie de la population n'éprouve, au mieux, qu'un cynisme total à l'égard des dirigeants du PCC. Et cela se comprend. Les gens manquent de carburant, de nourriture et de médicaments tandis que les dirigeants ne leur offrent que des slogans creux et des inégalités croissantes, tout en réprimant les manifestations. Comment les arracher au désespoir, à la colère et, dans certains cas, aux illusions envers l'impérialisme américain ? Quelle politique peut sauver la révolution et la faire avancer ? La réponse commence par un égalitarisme radical et la mobilisation des masses fondée sur la démocratie ouvrière la plus complète.

Les analogies historiques ne sont jamais exactes, mais les leçons les plus claires proviennent de l'État ouvrier russe des débuts sous Lénine. Après la Révolution de 1917, le pays était assiégé par les armées impérialistes, les sanctions et les blocus. L'économie, déjà durement frappée par la Première Guerre mondiale, fut plongée dans une crise encore plus grave. Pour survivre, les dirigeants soviétiques adoptèrent au milieu de l'année 1918 des mesures qui furent baptisées « communisme de guerre », notamment la nationalisation de l'ensemble de l'industrie, le contrôle par l'État du commerce extérieur et le rationnement alimentaire. L'objectif était d'assurer la survie de l'État ouvrier tandis que les bolchéviks de Lénine luttaient pour construire, dans d'autres pays, des partis capables de propager la révolution.

Il est essentiel de noter que ces mesures s'accompagnaient d'une démocratie ouvrière aussi large que possible et d'une mobilisation de masse. Les principales mesures politiques faisaient l'objet de débats ouverts au sein des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Début 1918, par exemple, un débat majeur eut lieu sur l'opportunité d'accepter les sévères conditions de paix exigées par l'impérialisme allemand pour mettre fin à la guerre. Les divergences étaient clairement exposées aux masses et non dissimulées derrière des portes closes ni masquées par des slogans creux, comme c'est le cas aujourd'hui avec le PCC.

Le communisme de guerre dura jusqu'en 1921. Il permit à l'État ouvrier de survivre, bien qu'au prix fort. Ensuite, pour relancer une économie encore en ruines, les bolchéviks mirent en place un programme connu sous le nom de Nouvelle Politique Économique (NEP), qui autorisait la libéralisation du marché et les investissements impérialistes sous le contrôle strict de l'État ouvrier. Une fois de plus, ce programme fit l'objet d'un débat approfondi au sein des conseils ouvriers avant d'être adopté.

Certains défenseurs de la ligne actuelle du gouvernement cubain invoquent la NEP de Lénine comme justification historique. Par exemple, le journal *People's World* du Parti communiste des États-Unis (22 juin) qualifie la NEP de « parallèle historique plus

pertinent » que celui de la Chine et du Vietnam. Mais une différence cruciale, comme l'admet même le PC états-unien, réside dans le fait que l'État ouvrier avait ***déjà*** repoussé les invasions militaires étrangères et la contre-révolution avant de lancer les réformes économiques. En revanche, le PCC introduit des changements qui vont bien plus loin que la NEP, alors même que Cuba fait face à une attaque impérialiste brutale. Cette situation, combinée à un mécontentement généralisé au sein de la population, met le pays en position de très grande faiblesse.

Cuba subit aujourd'hui une pression si extrême que l'ouverture de l'économie et l'accueil d'investisseurs étrangers (y compris les *gusanos*) conduiront probablement à un effondrement politique complet à court terme. Alors que les événements s'orientent vers une crise totale, la question évidente qui se posera aux masses sera la suivante : si nous devons de toute façon avoir le capitalisme, pourquoi avons-nous besoin du PCC ? Une autre analogie historique est la crise en Allemagne de l'Est (la RDA) après la chute du mur de Berlin fin 1989. Les dirigeants staliniens étant profondément discrédités, des manifestations sociales de grande ampleur se multipliaient, posant sans détour la question : révolution politique antibureaucratique ou contre-révolution sociale ? En l'absence d'une alternative communiste authentique et faisant autorité, la RDA fut rapidement détruite par la réaction capitaliste.

En Chine, la décision du Parti communiste d'adopter de vastes réformes de marché fit suite à la répression sanglante du soulèvement de Tiananmen en 1989. Le PCC déchaîna une répression massive contre les travailleurs qui, pour l'essentiel, protestaient contre la corruption et réclamaient l'égalité socialiste – une répression à laquelle s'opposèrent fermement tous les marxistes authentiques. Au lendemain de ces événements, cependant, les dirigeants du PCC avaient les choses bien en main et ils s'estimèrent suffisamment en position de force pour poursuivre les réformes de marché à la suite de la tournée de Deng Xiaoping dans le Sud du pays en 1992. Les objectifs politiques qui sous-tendaient la NEP des bolchéviks en 1921 et les mesures prises par les staliniens chinois au début des années 1990 étaient diamétralement opposés mais, dans les deux cas, les dirigeants se trouvaient relativement en position de force au niveau politique. Adopter la libéralisation du marché à partir d'une position de faiblesse conduit au contraire tout droit à l'effondrement.

En somme, les chances de survie de l'État ouvrier cubain par le biais de la libéralisation du marché, dans une situation aussi fragile, sont quasi nulles. Ce qu'il faut pour défendre et étendre les acquis révolutionnaires est ***exactement le contraire*** de ce que prônent les dirigeants du PCC.

Pour une orientation radicalement nouvelle !

Les militants à l'étranger qui se battent pour la solidarité avec Cuba tout en apportant un soutien politique à la direction du parti doivent de toute urgence changer de cap. Défendre la révolution aujourd'hui signifie s'opposer à la trahison flagrante du gouvernement au profit de l'impérialisme. Alors qu'une grande partie de la gauche s'entête dans la voie désastreuse du soutien aux dirigeants du PCC, d'autres ont honteusement abandonné toute défense de Cuba.

Quelques groupes marxistes ont pris clairement position contre la campagne en faveur de la restauration capitaliste et contre la ligne politique du PCC. Outre notre propre groupe, on peut citer le Courant Révolution Permanente, dont le parti de référence est le PTS argentin (RP en France), et l'Internationale communiste révolutionnaire (ICR). Les déclarations publiées par ces groupes présentent des faiblesses. Surtout, elles ne définissent pas de ligne de lutte concrète pour les masses cubaines aujourd'hui. C'est particulièrement vrai pour l'ICR, qui se contente d'appels abstraits à la révolution mondiale et à la construction de sa propre tendance.

Une déclaration d'un groupe originaire de l'île, Comunistas Cuba, est bien meilleure à cet égard : elle cherche à définir une perspective de lutte tout en appelant à « créer un front anti-impérialiste uni » en solidarité avec la classe ouvrière cubaine (« Notre programme face à la transition de Cuba vers le capitalisme », comunistascuba.org, 21 juin). Il est essentiel que de tels groupes, à Cuba et à l'échelle internationale, mettent de côté leurs divergences secondaires et leurs pratiques sectaires afin de travailler ensemble pour contribuer à forger une opposition de gauche sur l'île.

Le malaise et le mécontentement généralisés au sein de Cuba s'étendent certainement jusqu'aux rangs du PCC. Les dirigeants du parti s'appuient sur des slogans creux et des déclarations vagues, mais le mécontentement transparaît parfois entre les lignes, pour ainsi dire. Par exemple, un éditorial publié dans *Juventud Rebelde* de l'UJC (21 juin), dont l'objectif était de justifier les réformes du PCC, reconnaissait l'existence d'« une avalanche d'opinions de toutes sortes, circu-

lant sur les réseaux sociaux, dans tous les coins, dans chaque foyer ou à chaque carrefour ».

Certains intellectuels cubains ont également publié des déclarations appelant à une autre voie. Par exemple, l'article de l'économiste Liu Mok « Y a-t-il une autre alternative pour Cuba ? » (*Juventud Técnica*, 20 juin) évoque l'idée d'un contrôle ouvrier des usines et de la production, par opposition à leur cession au secteur privé. Même le vote unanime en faveur des mesures des dirigeants du parti à l'Assemblée nationale n'est intervenu qu'après la publication d'une déclaration les approuvant de Raúl Castro, âgé de 95 ans. Étant l'un des rares vétérans encore en vie de la révolution de 1959, Raúl jouit d'une autorité morale bien supérieure à celle de la génération actuelle de dirigeants du parti. Il s'agissait probablement d'une manœuvre calculée pour s'assurer que tout dissident, voire toute personne ayant des doutes, se rangerait à la ligne du parti.

D'une manière ou d'une autre, le PCC risque fort de se fracturer dans la période à venir. Il y aura probablement une aile droite ouverte, prête à embrasser l'impérialisme américain. Il y aura des éléments récalcitrants, qui risquent tout simplement de se retrouver paralysés. Et il y aura des éléments ouverts à une solution nouvelle et radicale.

Une opposition de gauche doit se constituer de toute urgence. Nous proposons les éléments essentiels suivants comme fondements d'un programme de lutte :

- ***Brisons le blocus !*** L'interdiction des livraisons de carburant décrétée par Trump n'a de réalité que parce qu'elle est appliquée par les gouvernements « progressistes » du Mexique et du Brésil. Le PCC se contente d'encenser Sheinbaum et Lula pour leur aide humanitaire. Nous devons au contraire exiger qu'ils reprennent et augmentent considérablement les livraisons de carburant à Cuba. Appelons les travailleurs de ces pays à se mobiliser indépendamment de leurs propres dirigeants et contre eux ! Cela à la fois aiderait le peuple cubain et ferait avancer la lutte anti-impérialiste en Amérique latine. Exigez que la Chine tienne tête à l'impérialisme américain en fournissant une aide massive et du personnel pour reconstruire les infrastructures cubaines !
- ***Pour l'égalitarisme radical ! Non aux privilèges bureaucratiques !*** Pour gagner la confiance de la population, dont la préoccupation principale est la survie quotidienne, les communistes doivent affirmer clairement que nous sommes tous dans le même bateau. Pas de privilèges, pas de corruption, pas de spéculation – une égalité totale dans notre lutte pour la survie. Mettons fin aux privilèges spéciaux dont bénéficient les dirigeants du PCC. Mobilisons toutes les ressources sociales possibles pour survivre au siège. Arrêtons les privatisations, qui ne font qu'enrichir les nouveaux profiteurs et leurs protecteurs impérialistes. Renationalisons l'industrie et les services sous le contrôle des travailleurs !
- ***Pour la démocratie ouvrière !*** Mettons fin aux négociations privées avec les États-Unis et rendons publique l'intégralité des comptes rendus de ce qui a été discuté. Les décisions clés doivent être prises par les masses ouvrières organisées dans les usines, les ateliers et les quartiers, et non par une bureaucratie incontrôlée. Mettons fin aux attaques contre les manifestations réclamant l'égalité et la fin de la pauvreté. Travailleurs : appelez les forces de sécurité à mettre un terme à cette répression. Les pratiques actuelles des dirigeants du PCC servent à soutenir et non à vaincre la campagne contre-révolutionnaire menée par les États-Unis et leurs agents.

Il n'y a pas de temps à perdre. Les socialistes doivent s'unir au sein d'une opposition de gauche pour ***mettre un terme à la dérive vers le capitalisme*** et ***défendre la Révolution cubaine.*** ■